

# Des violences à la parole<sup>1</sup>.

## Recherche et co-recherche sur les violences criminelles, racistes et leurs intersections.

Candidature pour une bourse de recherche de la Ville de Paris sur la xénophobie et l'antisémitisme

### Candidat :

**M. Kevin Vacher,**

Doctorant en science politique, Université Paris VIII / CRESPPA-CSU

[kevinvacher13@gmail.com](mailto:kevinvacher13@gmail.com), 06 52 55 44 84

Notre projet est le fruit et la dernière étape d'une recherche doctorale conduite depuis quatre ans<sup>2</sup> et plus largement de notre implication en tant que sociologue et acteur associatif depuis sept années dans les territoires populaires du Nord de Marseille. Confrontés à des processus de stigmatisation raciste connectés aux violences criminelles et à leur traitement médiatique et politique, ces territoires sont également le théâtre d'innovations sociales et d'une production de savoirs dans laquelle nous avons été impliqué. Notre double position nous permettra de conduire un travail de co-recherche et de coécriture à partir du savoir social des habitants<sup>3</sup> sur le thème des violences criminelles et de la stigmatisation raciste. Après avoir décrit la recherche empirique déjà conduite dans les villes de Naples et Marseille et les résultats qui en sont issus, nous présenterons la dernière phase de celle-ci et le projet pour lequel nous candidapons à la présente bourse de recherche. Nous verrons que face à l'intersection des problèmes d'insécurité, de la ghettoïsation et de la violence sociale et raciale et des effets sociaux de la stigmatisation raciste, les habitants et leur expérience ordinaire peuvent être force de proposition pour l'action publique.

### A l'ombre des violences

La ville de Marseille a fait l'objet d'une attention médiatique et politique à la fin des années 2000 et au début des années 2010 caractérisée par une inflation des discours sécuritaires, sur fond d'un imaginaire raciste et culturaliste. Appuyés sur les dites « vagues de règlements de compte » de cette période, ces discours présentent la ville comme « une société violente »<sup>4</sup> dont les maux semblent la résumer. Pourtant, il apparaît que le nombre d'actes criminels sont bien moindres que pendant les années 1980 et qu'ils doivent être nuancés au regard de comparaisons statistiques

---

<sup>1</sup>Nous nous approprions librement et en guise d'hommage le titre de l'ouvrage de Michel Anselme, sociologue marseillais ayant été l'un des premiers à expérimenter des formes de coproduction de savoirs en France et à Marseille, dans les grands ensembles et dans les années 1980 : Anselme Michel, *Du bruit à la parole. La scène politique des cités.*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, Monde en cours, 2000.

<sup>2</sup> Cette recherche a bénéficié du soutien de la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif ArDoc entre 2014 et 2017 (contrat doctoral)

<sup>3</sup> Duport Claire et Tagawa Anne-Marie, « Infléchir des parcours : rôle et places des jeunes impliqués dans les trafics. », *Revue Faire-Savoirs*, avril 2015, n° 11.

<sup>4</sup> Masse Christophe, « Ma réaction suite aux propositions de Jean-Marc Ayrault », *blog de Christophe Masse*.

rigoureuses avec d'autres territoires comparables<sup>5</sup>. Les acteurs de la sphère publique remettent alors en scène le mythe du « Marseille-Chicago »<sup>6</sup>, réactualisé au regard de la présence d'une population issue de l'immigration postcoloniale (maghrébine et comorienne principalement). Plus encore, les mises en récit médiatique vont s'appuyer alors sur une série de micro-événements liés à des tensions xénophobes et racistes, comme l'incendie d'un campement où vit une population Rom dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement en 2012<sup>7</sup>. En mettant en scène divers groupes sociaux présentés comme prisonniers de l'insécurité malade de la ville (habitants des grands ensemble, des noyaux villageois, Roms...), les médias et acteurs politiques construisent ainsi un discours englobant, naturalisant et particularisant auquel la prégnance de ce que nous avons défini comme un stigmaté méridional<sup>8</sup> donne sens. La ville apparaît comme étant le support naturel à des tensions « culturelles », « xénophobes », « sécuritaires » ou « sociales », comme le lieu où les classes populaires, ainsi disqualifiées politiquement et culturellement, se livrent à des actes d'intolérance somme toutes « logiques » vu « ce que l'on sait » de Marseille. Ces discours dessinent ainsi un continuum entre criminalité, présence de populations issues de l'immigration et racisme « ordinaire » et « culturel » de la ville. Ceux-ci viennent donc renforcer les logiques de ghettoïsation sociale et raciale des quartiers et villes populaires en participant à invisibiliser leurs raisons structurelles et en rendant culturellement responsables les populations qui y vivent<sup>9</sup> et ce alors même que ces populations sont les premières victimes de l'insécurité.

### **Résultats actuels de la recherche**

Dans ce contexte, notre recherche s'est intéressée à la réception, l'appropriation, la production de discours et de revendications de la part des premiers acteurs concernés. Notre projet de thèse vise ainsi à étudier les mobilisations sociales et locales d'habitants revendiquant autour de la nébuleuse des catégories de la « sécurité ». Se faisant, nous cherchons à comprendre comment est reçu le problème public de sécurité et la stigmatisation de la ville et de sa population, mais également à interroger la capacité d'action d'acteurs à qui cette dernière est régulièrement déniée.

Nous avons conduit notre recherche empirique entre 2014 et 2018 autour de trois axes : la recension des discours issus de la sphère publique, permettant de mettre en lumière la construction

---

<sup>5</sup>Mucchielli Laurent, *Délinquance et criminalité à Marseille. Fantômes et réalités*, Fondation Jean Jaurès., Paris, 2013.

<sup>6</sup>Montel Laurence, « « Marseille-Chicago » : naissance d'une représentation », *Faire savoirs*, décembre 2015, n° 11, pp. 9-18.

<sup>7</sup> « Marseille : ils ont chassé des Roms et s'en expliquent », *Le Figaro*, 28 septembre 2012.

<sup>8</sup>Vacher Kevin, « Dénoncer sa ville. La lecture culturaliste du problème camorriste à Naples. », in Cesare Mattina et Nicolas Maisetti (dir.), *Dénoncer Marseille. Socio-histoire comparée des villes maudites. (à paraître)*, Presse universitaire du Septentrion., Lille.

<sup>9</sup>Tissot Sylvie, *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Le Seuil., Paris, 2007 ; Bonelli Laurent, *La France a peur. Une histoire sociale de l'"insécurité"*, La Découverte, Cahiers libres, 2008 ; Mucchielli Laurent, *Délinquance et criminalité à Marseille. Fantômes et réalités*, op. cit.

et la prégnance de tels discours ; l'étude de onze cas de *mobilisations localisées pour la sécurité* dans les deux villes de la recherche ; la comparaison avec Naples, où des faits et des discours similaires ont été identifiés, permettant d'extraire les deux villes de leurs apparents particularismes.

Loin d'être des mobilisations « *NIMBY – Not In My Backyard* » (littéralement, « Pas dans mon jardin »), qualificatif qui permet de disqualifier l'action et les intentions des personnes mobilisées<sup>10</sup>, notre recherche permet de comprendre ces mobilisations comme étant le fruit (1) d'intéressements militants, parfois venus de l'extrême-droite mais également des élus locaux ou de l'extrême-gauche, participant ainsi à des cadrages et définitions de la cause forts différents (2) de luttes de classement entre des groupes sociaux en situation de proximité spatiale non désirée<sup>11</sup>, (3) d'une compétition au sein de la sphère publique pour incarner la figure sociale de « l'honnête citoyen » et capter diverses ressources qui y sont liées (reconnaissance symbolique, action publique sur le territoire, micro-carrières politiques etc.). Cette dernière compétition apparaît ici déterminée par la capacité des acteurs à incarner efficacement l'image sociale d'une population issue des petites classes moyennes appartenant à la communauté nationale et déférente par rapports aux formes du pouvoir local. A cet égard, la stigmatisation de « demandeurs de sécurité » issus de l'immigration postcoloniale se dédouble donc d'une disqualification de leurs demandes de sécurité : les premières victimes deviennent ainsi les premiers mis à l'écart de l'action publique et de la légitimité à revendiquer. Y compris dans le cas des mobilisations contre la criminalité organisée dans les quartiers les plus paupérisés et où vivent des populations issues de l'immigration, des formes « d'intolérance » peuvent être identifiées et qui renvoient à ce même processus de marginalisation. Les jeunes issus des quartiers populaires ou certaines victimes de bavures policières se voient ainsi dénier toute présomption d'innocence *a priori*, faisant ainsi apparaître une *sélectivité du droit à la sécurité* <sup>12</sup> où les populations subissant le stigmate raciste sont défavorisées mais mobilisent pourtant les mêmes procédés de disqualification à l'encontre de couches sociales qui leurs sont très similaires et constituent leurs voisinages immédiats.

Systématiquement, ce processus d'auto-étiquetage comme « honnêtes citoyens » est donc partiellement déterminé par les clivages des différentes formes de l'intolérance urbaine et contemporaine : propos racistes, stigmate territorial, « bandes de jeunes », « toxicos » etc. . Toutefois, notre recherche permet de comprendre comment les acteurs, loin d'être des récepteurs passifs de ces catégories, se les approprient, parfois les subvertissent, les utilisent pour donner sens aux malaises sociaux qu'ils identifient au quotidien (dégradation du cadre de vie, déclassement

---

<sup>10</sup> Trom Danny, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 1999, vol. 49, n° 1, pp. 31-50.

<sup>11</sup> Chamboredon Jean-Claude et Lemaire Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue Française de Sociologie*, 1970, vol.11, n° 11-1, pp. 3-33.

<sup>12</sup> Vacher Kevin, « Une sélectivité du droit à la sécurité », *L'Humanité*, 21 février 2017.

social, désillusion politique...) et qui devraient selon nous être le premier des terrains de l'action publique. Ainsi, l'un des apports importants de cette recherche consiste en la démonstration de l'ancrage social et urbain, de la construction politique et médiatique, des intéressements militants qui permettent à des discours stigmatisant et racistes d'émerger et de structurer les discours et mobilisations ordinaires, tout en mettant en exergue la capacité des acteurs à coproduire des discours similaires ou au contraire opposés.

### **Prendre la parole *ensemble***

En tant qu'acteur associatif, nous avons ainsi pu participer aux mobilisations de 2013 à Marseille et de 2015 à Naples contre les criminalités organisées et qui ont mis en lumière l'intersection de différents systèmes structuraux de violences dont les acteurs mobilisés se considéraient victimes : conflits police/population, criminalité organisée, discours racistes qui les disqualifient... . « Contre toutes formes de violences », « Nous sommes tous des marseillais » dans le cas marseillais, « Contre toutes les Camorras » ou encore « Un peuple en chemin » dans le cas napolitain, sont autant de slogans principaux de ces mobilisations et qui nous font identifier : (1) la capacité d'analyse généralisante des acteurs (2) la volonté de construire des coalitions sociales larges, y compris en allant chercher des groupes sociaux présentés comme des figures d'altérité sociale (voisinages des noyaux villageois à Marseille, classes intellectuelles et supérieures à Naples). L'analogie est saisissante et la capacité prospective de telles coalitions sociales est à souligner. Nous faisons l'hypothèse à la fois heuristique et prospective que dans une situation où la question « sécuritaire » est déterminée « par en haut » et où les premières victimes sont systématiquement reléguées à leur apparente passivité ou complicité (qui va d'une forme de tokénisme, de constructions de représentants peu ancrées sur le terrain à l'accusation directe de complicité), ces savoirs et propositions méritent d'être mis en discussion et diffusés. Les coalitions sociales qui les portent sont en outre des supports primordiaux pour légitimer ces discours mais également pour mettre en contact ces différents groupes sociaux et proposer *ensemble* des solutions alternatives à ces tensions infra-locales et qui seront utiles à l'action publique.

La bourse de recherche permettra donc de financer deux travaux en parallèle. D'abord, celle-ci sera nécessaire afin de restituer l'ensemble de ces résultats sous des formes rigoureuses et scientifiques et de finaliser le manuscrit de la thèse (soutenance prévue en décembre 2019). Elle nous permettra également d'initier une phase finale de cette recherche en compagnie des acteurs. En effet, nous considérons que cette recherche, étant donné sa genèse propre et son sujet, doit nécessairement être restituée aux acteurs et discutée par eux. Il s'agit là d'obtenir une double discussion, académique et profane, des résultats scientifiques qui y gagneront ainsi en capacité de diffusion et en précision. Plus encore, il s'agit de co-produire des discours rigoureux et audibles des élus, médias, techniciens en charge de ces questions. Nous conduirons donc dans l'année 2019, en

nous associant à des acteurs enquêtés à Marseille et familiers de la méthode sociologique, un programme de coécriture d'un ouvrage scientifique et à destination du grand public qui s'intitulera « Des violences à la parole ». Ce projet a déjà obtenu l'accord des acteurs concernés. Un ou plusieurs enquêtés napolitains pourront également être invités sur des fonds alloués par la 3<sup>ème</sup> municipalité de la Commune de Naples et en partenariat avec l'association internationale de lutte contre la mafia Libera (accord de principe obtenu). Ce projet permettra de mettre en dialogue les différentes expériences sociologiques, associatives, militantes existantes et de formaliser une parole d'habitants, de valoriser leur expertise ordinaire et de construire ensemble des propositions cohérente avec leur expérience. En ce sens, il permettra d'identifier, formaliser et diffuser de nouvelles solutions pour lutter contre l'intolérance, les tensions infra-locales que nous avons étudiées et les formes de racisme qui enserrant les victimes tel un étau discursif et médiatique.

### **Bibliographie indicative**

- ANSELME Michel, *Du bruit à la parole. La scène politique des cités.*, Editions de l'Aube., La Tour d'Aigues, Monde en cours, 2000, 279 p.
- BONELLI Laurent, *La France a peur. Une histoire sociale de l'"insécurité"*, La Découverte, Cahiers libres, 2008.
- CHAMBOREDON Jean-Claude et LEMAIRE Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue Française de Sociologie*, 1970, vol.11, n° 11-1, pp. 3-33.
- DUPORT Claire et TAGAWA Anne-Marie, « Infléchir des parcours : rôle et places des jeunes impliqués dans les trafics. », *Revue Faire-Savoirs*, avril 2015, n° 11.
- MILBURN Philip, « Violence et incivilités: de la rhétorique experte à la réalité ordinaire des illégalismes », *Déviante et société*, 2000, vol. 24, n° 4, pp. 331-350
- MONTEL Laurence, « « Marseille-Chicago » : naissance d'une représentation », *Faire savoirs*, décembre 2015, n° 11, pp. 9-18.
- MUCCHIELLI Laurent, *Délinquance et criminalité à Marseille. Fantasmies et réalités*, Fondation Jean Jaurès., Paris, 2013.
- TISSOT Sylvie, *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Le Seuil., Paris, 2007.
- TROM Danny, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 1999, vol. 49, n° 1, pp. 31-50
- VACHER Kevin, « Dénoncer sa ville. Construction politique et appréhensions de la lecture culturaliste du problème camorriste à Naples. », in *Dénoncer Marseille. Socio-histoire comparée des villes maudites. (à paraître)*, Presse universitaire du Septentrion., Lille, 2019.
- VACHER Kevin, « Une sélectivité du droit à la sécurité », *L'Humanité*, 21 février 2017.
- WACQUANT Loïc, « Territorial Stigmatization in the Age of Advanced Marginality », *Thesis Eleven*, 11 janvier 2007, vol. 91, n° 1, pp. 66-77.

**Annexe : publications en cours et envisagées (années 2019/2020) en lien avec le projet présenté<sup>13</sup>**

*Coordination d'ouvrage collectif*

**(- avec Collectif) *Des violences à la parole, automne 2019, éditeur pressenti : WildProject, Marseille (projet en cours).***

*Coordination de numéro de revue*

(- avec François Valegeas et Camille François) « Les batailles du centre de Marseille. Transformations urbaines et enjeux sociopolitiques d'un territoire disputé » *in Métropolitiques*, automne 2019 (à paraître)

(- avec Cesare Mattina et Nicolas Maisetti) « Les acteurs de la dénonciation des villes », dossier de revue, (projet en cours)

(- collectif) « Traduire les sécurités », dossier de revue, *in Culture et Conflits*, 2020. (projet en cours)

*Articles dans des revues à comité de lecture prévus*

« Devenir un honnête citoyen. Figures sociales et incarnation de la « bonne partie » de deux villes stigmatisées », *in Mots. Les langages du politique*, 2020 (projet en cours)

« N'est pas honnête qui veut. Commerces et commerçants aux cœur des luttes de classement à Naples » *in Politix*, 2020 (projet en cours)

« Les quartiers prennent la parole. Retour réflexif sur une démarche de co-écriture » *in Genèses*, 2020 (projet en cours)

« Conquérir et nettoyer le "centre-ville" : les stratégies d'occupation de l'espace public des classes moyennes. » *in* Kevin Vacher et François Valegeas (dir.) « Les batailles du centre de Marseille », *Métropolitiques*, automne 2019 (à paraître)

---

<sup>13</sup> La liste des publications du candidat est incluse dans le C.V. scientifique joint, nous notons ici les projets d'écriture que cette bourse permettra de finaliser.